

Pourquoi le développement durable n'existe-t-il pas quand le changement climatique s'épanouit ?

Gilles Rotillon, Université Paris Ouest Nanterre la Défense

Avec la COP 21 qui se tient à Paris en décembre 2015, les débats autour du changement climatique ne se situent (presque) plus sur le terrain de sa réalité mais portent beaucoup plus sur les progrès que semblent promettre la négociation et les propositions quant à ce qu'il faudrait faire se multiplient. Il en résulte une tonalité générale plutôt optimiste qui s'appuie à la fois sur la prise de conscience croissante qui se manifeste et sur le volontarisme des acteurs de la négociation, échaudés par l'échec de Copenhague et qui cherchent à tout prix à éviter un second à Paris. Pourtant, il semble que l'on n'ait pas assez réfléchi à la signification de ce 21 qui qualifie cette COP et qui indique suffisamment que le chemin d'une décroissance de nos émissions de gaz à effet de serre (GES) n'est pas pavé de roses. Et ce d'autant moins que ces mêmes émissions, qui sont censées être réduites, continuent pour l'instant à croître et, qu'au moment où j'écris ce texte, moins de trois semaines avant la COP 21, les engagements pris par les pays, futurs signataires, ne permettent pas de respecter les 2°C à la fin du siècle, actés dans la douleur à Copenhague, mais nous conduisent plutôt vers 3°C si on en croît les climatologues¹.

On peut bien sûr trouver encourageant que plus de cent cinquante pays fassent des promesses qu'ils refusaient d'envisager il y a seulement quelques années. L'idée d'une prise de conscience collective des États repose en partie sur ce type d'observations. Il reste qu'elle demeure encore insuffisante et qu'elle ne sera vérifiable qu'à partir de 2020, date à laquelle les engagements pourront être observés (ou pas). Il restera trente années pour savoir si la prise de conscience était réelle ou seulement simulée. Pour l'instant, les débats sur l'exploitation du gaz de schiste ou les subventions aux énergies carbonées font peser un sérieux doute sur la volonté politique des Etats d'engager vraiment une transition énergétique et écologique visant à limiter drastiquement le réchauffement climatique.

Les raisons de cette frilosité dans l'action, très largement constatable dans l'évolution à la hausse des émissions, sont bien connues et tiennent pour l'essentiel à deux facteurs. D'une part, au fait que les coûts de l'action sont immédiatement perceptibles alors que les bénéfices (à savoir la baisse des impacts négatifs dus au réchauffement) ne seront acquis que bien plus tard. Compte tenu de l'horizon politique beaucoup plus court, marqué par le rythme des réélections, on peut comprendre que les gouvernants ne se risquent pas trop à des mesures qui pourraient être jugées impopulaires. D'autre part, les acteurs sociaux, ménages et entreprises sont dans leur grande majorité réticents à suivre un chemin qu'ils jugent trop coûteux à court terme. Le mouvement en France des bonnets rouges ou les débats autour de la taxe carbone en sont une bonne illustration pour les pays développés. Quant aux pays en développement on connaît leur position sur la « responsabilité historique » des pays riches qui les conduit à ne pas faire les premiers pas.

Finalement les gouvernements ne font que suivre les peuples qui les élisent et Georges Bush père avait parfaitement raison de dire en arrivant à Rio en 1992 pour la première conférence sur l'environnement, qu'il n'était pas là pour négocier le mode de vie des américains. Au-delà de

¹ Les émissions actuelles sont de l'ordre de 40 à 15 Gt d'équivalent CO₂. Pour un niveau d'émissions ramené à 10 Gt en 2050, ce qui suppose donc un effort de réduction d'un facteur 4, la probabilité de dépasser les 2°C oscille entre 6 % et 32 % selon les modèles. On est devant des probabilités d'occurrence qu'on jugerait complètement inacceptables pour un risque nucléaire.

l'arrogance ou du cynisme (au choix) d'une telle déclaration, il ne faisait que constater la situation. Il faut même généraliser ce constat : non seulement les Américains ne souhaitent pas négocier leur mode de vie, mais les autres peuples ne le souhaitent pas non plus ou cherchent au contraire à l'imiter. Dès lors il n'est pas très étonnant que la réduction des émissions de GES soit encore dans les limbes des déclarations martiales de traités peu contraignants. Il n'est pas très étonnant non plus qu'au moment où tout le monde s'accorde à dire que les 2°C actés à Copenhague ne peuvent être atteints que si on laisse dans le sol 80 % des ressources fossiles recensées d'ici 2050, les débats sur le gaz de schiste fassent la une des médias (avec le lobbying qui va avec) et les subventions à ces mêmes ressources fossiles soient beaucoup plus importantes que celles accordées aux ressources renouvelables².

En somme, il semble exister un paradoxe entre la littérature consacrée au changement climatique et à la COP 21, porteuse globalement d'un optimisme raisonné, et les réalisations concrètes dont les résultats peinent à être observés. Si la prise de conscience est si évidente, si sa force est telle qu'elle justifie l'optimisme des déclarations, comment se fait-il que nos progrès vers un climat moins dégradé (et plus généralement vers un développement réellement durable³) soient si ténus ? La thèse que je voudrais défendre ici est celle de l'absence de forces sociales suffisantes pour que des transformations non marginales de nos modes de production et de consommation soient engagées. Non pas qu'il n'y en ait aucune, il en existe au contraire de nombreuses, mais très dispersées, non coordonnées et globalement insuffisantes. Rien qui soit comparable avec le mouvement ouvrier qui s'est constitué au XIX^{ème} et pendant la première moitié du XX^{ème} siècle et qui a abouti à tant de conquêtes sociales dont la construction des États-providences a été la manifestation⁴.

Pour justifier cette thèse, je vais me livrer à l'exercice consistant à repérer les principales solutions qui sont avancées pour répondre aux dégradations environnementales globales, dont le changement climatique est aujourd'hui l'exemple le plus évident. Car si le constat des problèmes posés par notre mode de développement actuel est pour l'essentiel largement partagé, les propositions qui sont faites pour changer d'orientation sont au contraire marquées par la plus grande diversité, de ceux qui proposent une rupture franche avec toute idée de progrès à ceux qui y voient au contraire la seule issue possible. Une telle disparité ne facilite pas la coordination des efforts pour sortir de la crise actuelle et il est important de bien comprendre les logiques sous-jacentes à ces propositions et les forces sociales qui les appuient⁵.

Une taxonomie des solutions pour un développement durable

Le classement que je propose est évidemment discutable et on pourrait certainement trouver d'autres critères produisant d'autres regroupements. Son principe est une réponse à la paraphrase d'une question célèbre : « le développement durable, combien de bataillons ? ». Je lui trouve l'avantage de mettre l'accent sur une des questions centrales pour la mise en œuvre d'un développement durable, souvent posée mais aussi souvent laissée sans réponse explicite, celle

² Sur la période 2013-2014, les subventions du G20 aux énergies fossiles ont été de l'ordre de 77 milliards de dollars qu'il faut comparer aux 5 milliards que les pays développés consacrent à l'adaptation au changement climatique.

³ Car il faut insister sur ce point, là aussi et malgré toute l'encre versée dans tant de textes, le développement durable n'existe pas pour l'instant, dans quelque pays que ce soit.

⁴ D'ailleurs remis en question parallèlement avec un affaiblissement de ce mouvement ouvrier.

⁵ Les développements qui suivent sont repris pour partie de mon livre *Faut-il croire au développement durable ?* publié en 2008 chez L'Harmattan.

des forces sociales qui pourraient être les acteurs du changement de nos modes de production et de consommation.

Les solutions conceptuelles : des forces sociales inexistantes

Je regroupe sous cette dénomination des solutions qui ne sont soutenues que par de toutes petites minorités (intellectuels isolés, associations marginales) n'ayant aucune chance dans un avenir prévisible de déboucher au plan politique, quoiqu'en pensent d'ailleurs ceux qui les défendent.

Les apôtres de la décroissance

Une première position, qui se décline en de multiples variantes pas toujours conciliables entre elles, est celle qui refuse le développement durable au nom d'une critique fondamentale de l'économie jugée totalitaire et de l'idéologie du progrès. Elle s'enracine dans les travaux fondateurs de Nicholas Georgescu-Roegen (*The Entropy law and the Economic Process*)⁶, d'Hannah Arendt (*The Human Condition*, 1958)⁷, ou encore d'Ivan Illich (*La Convivialité*)⁸. En France, ses partisans les plus prolixes sont sans doute Paul Ariès et Serge Latouche qui ont multiplié le nombre d'ouvrages sur le sujet. C'est pourquoi je choisis de me limiter aux thèses défendues par ces deux auteurs.

Paul Ariès : la décroissance comme projet politique

Pour Paul Ariès, la décroissance est d'abord un projet politique dont il cherche à définir les grandes lignes dans son ouvrage, *La décroissance : un nouveau projet politique*⁹. Ce livre est la version augmentée de l'ouvrage précédent de l'auteur *Décroissance ou barbarie*, publié en 2005 chez le même éditeur à l'occasion des Etats Généraux de la Décroissance Equitable convoqués pour proposer (sans succès pour cause de divisions internes) un candidat de la décroissance aux élections présidentielles de 2007. Divisé en six parties, il donne une bonne idée des thèses défendues par l'auteur.

La première partie justifie le procès de la croissance économique telle qu'elle s'est développée depuis la révolution industrielle. Reposant sur le couple production/consommation, la croissance fait de l'homme un homo-economicus qui, refusant l'être, se réfugie dans l'avoir et, ignorant les limites symboliques des autres sociétés, ne peut que les chercher dans le réel au prix de la destruction programmée de la planète. La deuxième partie dresse le tableau de l'effondrement global qui nous attend et qui n'est pas seulement écologique, économique, social ou politique, mais menace aussi la personne humaine tant sur le plan physique (avec l'apparition du clonage par exemple) que symbolique (à travers notamment « l'industrie de la consolation »). La troisième partie récuse fermement la thèse qu'il pourrait y avoir une croissance « propre », soit parce que la croissance n'est pas source de dérèglements, soit parce qu'elle est moins le problème que la solution grâce au progrès technologique (position tenue aussi bien par George W. Bush que par Michel Onfray selon l'auteur). La quatrième partie décrit l'alternative politique portée par la décroissance. D'abord en précisant que, loin d'être un nouveau modèle économique, « l'objectif est, au contraire, de sortir de l'économisme donc de rendre l'économie seconde par rapport à d'autres dimensions » ; ensuite en déminant de fausses interprétations de la décroissance, qui

⁶ Harvard University Press, 1971.

⁷ Publié en 1961 sous le titre *Condition de l'homme moderne*, Calmann Lévy.

⁸ Seuil, 1973.

⁹ Editions Golias, 2007.

peuvent être autant de repoussoirs pour justifier le point de vue des opposants. Ainsi, contrairement à ce qu'on leur reproche souvent, les objecteurs de croissance ne sont pas des nostalgiques d'un âge d'or mythique cherchant à revenir à la lampe à huile et à la charrue. Ils prônent non « la décroissance de tout pour tous », mais une décroissance équitable qui toucherait « les riches et les pays riches ». Il ne s'agit pas de vivre comme aujourd'hui avec moins, mais de vivre autrement grâce à un autre partage des richesses et à l'élimination des « mésusages qui conduisent à produire des biens inutiles incapables de satisfaire les vrais besoins ». La cinquième partie dresse l'inventaire des « chantiers de la décroissance ». Elle commence par défendre la nécessité d'en finir avec l'idéologie du progrès (comprise comme une foi béate dans le progrès et non comme l'amélioration de telle ou telle technique), d'en finir avec la société de consommation (« le consommateur doit mourir pour que l'usager renaisse ») et d'en finir enfin avec la société du travail (ce qui ne signifie pas que l'activité disparaîsse) en commençant par un passage aux 32 heures pour tous dès aujourd'hui. La simple liste des paragraphes suivants suffit à donner une idée du programme proposé. Il commence par une relocalisation généralisée (moins de transports), invite à réapprendre la gratuité et la nature, à retrouver l'authenticité de la vie, à réinvestir nos corps, le temps et l'espace, à renouer avec l'autonomie et à resymboliser la société. Et c'est parce qu'il ne suffit pas d'éveiller les consciences en s'adressant à la bonne volonté des gens, oubliant l'existence « indépassable » d'intérêts opposés, qu'il est nécessaire d'emprunter la voie du débat politique qui voit s'opposer les valeurs et les moyens de les réaliser. Enfin, la dernière partie vise à positionner la décroissance dans le champ politique notamment en se démarquant de mouvements alternatifs comme ATTAC (taxé d'économisme) ou des partis traditionnels comme les Verts. Malheureusement, alors que l'auteur commence par nous allécher en se demandant sur quelles forces sociales il peut compter pour mener sa bataille, il oublie sa question en route et on a surtout droit à des règlements de compte entre factions rivales où les noms d'oiseaux peuvent se lire entre les lignes. Au fond, les forces sociales de la décroissance sont tellement faibles que Paul Ariès, malgré tout le désir qu'il en éprouve, est bien incapable de les apercevoir.

Serge Latouche : la décroissance comme pari pascalien

Le propos de Serge Latouche dans son livre, *Le pari de la décroissance*¹⁰, s'il se réclame aussi d'un engagement politique est d'une nature un peu différente en se situant sur un plan plus conceptuel. Comme l'indique la quatrième de couverture, l'objet du livre est de « montrer que si un changement radical est une nécessité absolue, le choix volontaire d'une société de décroissance est un pari qui vaut la peine d'être tenté pour éviter un recul brutal et dramatique ». Pour ce faire, il cherche à préciser la logique sous-jacente à une société de décroissance et à expliciter les étapes concrètes qui permettront de changer de système.

Dans le premier chapitre de son livre, significativement intitulé « L'enfer de la croissance », l'auteur justifie la nécessité de la décroissance par tous les maux engendrés par la croissance et dont les trois principaux sont une montée des inégalités et des injustices, un bien-être largement illusoire, une « antisociété » malade de sa richesse pour « les nantis » eux-mêmes et non pas une société conviviale. Pour faire advenir cette nouvelle société, il faut retrouver le sens des vrais richesses (dont le PIB ne rend pas compte) et « mettre des bornes à l'enrichissement économique et donc à l'accumulation du capital ». Cela suppose un changement de comportement qui n'est possible que grâce à un « changement d'imaginaire qui rendrait le comportement requis "naturel" ». Mais il faut aussi se débarrasser des fausses bonnes idées comme le développement durable, une imposture visant à conjurer le spectre de la décroissance. Si j'ai bien compris, le développement durable est à la fois un oxymore et un pléonasme. C'est un oxymore quand il est

¹⁰ Fayard, 2007.

utilisé comme un label de bonne conduite par les entreprises qui n'ajoutent le qualificatif de durable que pour mieux faire passer l'objectif du développement, ou par, à l'inverse, les militants d'ONG ou les altermondialistes qui défendent la poursuite du développement et la sauvegarde de l'environnement sans s'interroger sur la compatibilité de ces deux objectifs. Mais c'est aussi un pléonasme si on comprend, avec Rostow, le développement comme une croissance auto-soutenable, ou si, comme ATTAC, on entend par développement un changement qualitatif synonyme d'amélioration de bien-être, auquel cas le rajout du qualificatif durable devient redondant. Or ce que rejettent fondamentalement les objecteurs de croissance c'est l'idée de développement elle-même, qu'aucun qualificatif ne peut donc rendre acceptable. Comme le dit Serge Latouche, « en continuant à propager le slogan du développement durable on se fait consciemment ou inconsciemment le propagateur du virus développementiste ». Il reste toutefois à traiter de la difficile question des moyens à utiliser pour « organiser une société de "décroissance" sereine et conviviale au Nord et au Sud ». C'est ce à quoi s'emploie Serge Latouche dans la seconde partie de son livre.

Car il ne suffit pas de simplement chercher à diminuer le PIB pour améliorer le bien-être, il faut un réel changement de cap. Pour cette rupture nécessaire, il propose « un programme plus radical, plus systématique et plus ambitieux en 8 « R » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler ». Cela implique de changer de valeurs, l'altruisme, la coopération, le plaisir du loisir, le local, l'autonomie... prenant le pas sur l'égoïsme, la compétition, l'obsession du travail, le global, l'hétéronomie... Et cela nécessite des changements profonds « dans l'organisation psychosociale de l'homme occidental, dans son attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire ». Hélas, il reconnaît qu'il ne sera pas facile de se déprendre de ce que l'éducation, la manipulation médiatique et la consommation du quotidien nous ont inculqué et qu'on ne peut guère compter sur des décisions individuelles volontaristes du type « aujourd'hui nous pensons comme cela, demain nous devons penser autrement » puisque la croissance est une drogue dont nous sommes majoritairement accros. Dès lors, « seul un échec historique de la civilisation fondée sur l'utilité et le progrès peut probablement faire redécouvrir que le bonheur de l'homme n'est pas de vivre beaucoup, mais de vivre bien ».

La décroissance : questions utiles et réponses discutables

La lecture des ouvrages des « objecteurs de croissance » si elle ne me convainc pas a cependant la vertu de poser des questions utiles, même si les réponses qu'ils y apportent sont pour le moins discutables.

C'est d'abord un curieux mélange d'excès et de naïveté qui pour ma part suscite les premières réticences à leurs thèses. Excès dans la dénonciation qui ne voit toujours qu'une bouteille complètement vide. Il n'y a rien à sauver dans nos modes de vie. L'école est aliénante, la médecine tue, la science inquiète, le rêve disparaît (sic). Et ce constat est auto-entretenu, les auteurs se citant les uns les autres comme preuves de leurs allégations. Les travaux qui pourraient être cités en contre sont immédiatement disqualifiés comme idéologiques, rendant le débat impossible. Puisque chacun des tenants de la décroissance affirme qu'en dehors de la décroissance il n'y a point de salut, les autres deviennent le garant de sa propre parole créant l'impression d'être devant une chapelle dont l'accès est réservé à ceux qui partagent la même foi. Mais également naïveté, quand, par exemple, Serge Latouche justifie sa critique des prothèses techniques que sont le téléphone portable, l'automobile, la machine à laver, la télévision ou l'ordinateur au motif qu'un siècle en arrière, elles « semblaient tout à fait superflues dans la conception du bien-être du peuple, ne serait-ce que parce que la plupart de ces objets n'existaient

pas » ! A ce compte-là, la pénicilline ou *La recherche du temps perdu* le sont aussi (comme d'ailleurs pratiquement toute chose) !

Et puis il y a aussi les contours incertains de cette société de la décroissance qu'ils nous promettent. Il est certes injuste de les soupçonner de vouloir retourner au Moyen Âge, mais la simplicité volontaire présentée par Nicolas Ridoux¹¹ comme « un travail sur soi qui nous grandit en nous apprenant à ne pas céder à notre propre violence et à notre désir de puissance », en cherchant à revenir à ce qui nous semble essentiel, tout en sachant que « l'essentiel ne se définit pas, ne s'approprie pas, ne se marchandise pas... Il doit être cherché, compris, senti par chacun et à chaque instant », a un parfum d'ascèse religieuse. Il semble postuler un homme intemporel à la recherche de sa vérité profonde qui n'a aucun rapport avec la société concrète où il vit, dont on sait pourtant qu'elle n'est pas pour rien dans la construction de sa personnalité et de ses besoins.

Une histoire amusante racontée par François Partant, reprise par Nicolas Ridoux dans son livre, est censée illustrer l'aliénation de notre vie actuelle :

« *Dans un petit village côtier mexicain, un Américain avise un pêcheur en train de faire la sieste et lui demande :*

- *Pourquoi ne restez-vous pas en mer plus longtemps ?*
- *Le Mexicain répond que sa pêche quotidienne suffit à subvenir aux besoins de sa famille.*
- *L'américain demande alors :*
- *Que faites-vous le reste du temps ?*
- *Je fais la grasse matinée, je pêche un peu, je joue avec mes enfants, je fais la sieste avec ma femme, le soir je vais voir mes amis. Nous buvons du vin et nous jouons de la guitare. J'ai une vie bien remplie.*
- *L'américain l'interrompt :*
- *Suivez mon conseil : commencez par pêcher plus longtemps. Avec les bénéfices, vous achèterez un gros bateau, vous ouvrirez votre propre usine. Vous quitterez votre village pour Mexico, puis pour New York, d'où vous dirigerez vos affaires.*
- *Et après ? interroge le Mexicain.*
- *Après dit l'Américain, vous introduirez votre société en Bourse et vous gagnerez des millions.*
- *Des millions ! Mais après ? réplique le pêcheur.*
- *Après, vous pourrez prendre votre retraite, habiter un petit village côtier, faire la grasse matinée, jouer avec vos enfants, pêcher un peu, faire la sieste avec votre femme, passer vos soirées à boire et à jouer de la guitare avec vos amis. »*

On peut bien sûr sourire de cet américain qui passe à côté de l'essentiel et perd sa vie à vouloir la gagner. Et dans les temps que nous connaissons où l'on nous exhorte à « travailler plus pour gagner plus » sans se demander pour quoi faire, il n'est sans doute pas inutile de prendre un peu de recul. Mais en y réfléchissant un peu plus, imaginons la société d'autosubsistance qui nous est ici présentée comme si désirable. Serait-elle d'ailleurs encore une société ? Qui aurait fabriqué les guitares et produit le vin ? Y aurait-il des médecins, des enseignants, des créateurs ? L'un des slogans préférés des objecteurs de croissance, « moins de biens, plus de liens » n'est sans doute pas faux dans nos sociétés modernes, mais à condition que l'on n'oublie pas que les biens sont aussi nécessaires à l'existence des liens. Cette « prothèse technique » honnie qu'est le portable ne peut-elle aussi servir à créer du lien dans un monde où les transports vont devenir plus chers ?

¹¹ *La décroissance pour tous*, Parangon/Vs, 2006.

Nous n'avons quitté le stade des sociétés de cueillette que parce que la production de biens nous a justement permis de dépasser l'autosuffisance. Et partout cela s'est traduit par la création d'Etats avec des administrations et des armées comme le montre lumineusement Jared Diamond dans *Guns, Germs, and Steel*¹². Si les objecteurs de croissance refusent cette évolution, autant le dire clairement, sinon qu'ils nous expliquent un peu mieux la société idéale dont ils rêvent. En réalité, biens et liens ne sont pas substituables mais plutôt complémentaires. En les opposant, on retombe dans la vieille tradition dualiste qui sépare la matière et l'esprit, les biens du côté de l'avoir et les liens du côté de l'être. Le problème n'est pas de remplacer les uns par les autres, mais de s'interroger sur les biens et les liens qui nous sont utiles à nous constituer comme individus dans la société telle qu'elle est aujourd'hui.

Mais il me semble surtout que le point aveugle des apôtres de la décroissance se trouve dans la mise en œuvre de leur projet. Et si je disais en introduction que je ne voyais pas quelles étaient les forces sociales qui étaient prêtes à lutter pour un développement durable, elles me semblent quand même plus importantes que celles qui sont pour la décroissance. Ce n'est d'ailleurs pas qu'ils l'ignorent car ils multiplient les mises en garde sur la difficulté de l'accouchement d'une nouvelle société, sur les résistances que le mode de vie actuel ne va pas manquer de susciter, mais c'est toujours pour conclure que, comme il n'y a pas d'autre solution, il faudra bien en passer par là, grâce en soit rendue aux catastrophes futures, qui, en dernier ressort, sont leurs meilleures alliées.

D'autre part, je ne vois pas comment on pourrait à court terme améliorer la vie d'au moins trois milliards d'habitants des pays « en développement » sans une croissance matérielle qui se traduise dans le bon vieux PIB sans doute plein de défauts, mais qui a aussi quelques qualités comme indicateur de richesse, au moins pendant encore un bon moment. Je constate d'ailleurs que c'est la position constante des pays en développement eux-mêmes telle qu'elle s'exprime dans les négociations internationales, que ce soit sur le changement climatique ou dans le cadre de l'OMC. Je sais bien qu'en écrivant cela je me dévoile comme un suppôt du développement, voire peut-être un colonisateur refoulé aux yeux des objecteurs de croissance. Mais le raccordement à un système d'assainissement, pour ne donner qu'un exemple, me semble pourtant un objectif louable, qui améliorera les conditions de vie de plus de deux milliards d'individus.

Enfin, les apôtres de la décroissance utilisent souvent pour justifier leurs thèses un argument, qu'ils ont l'air de trouver imparable tant ils le répètent à satiété, et que Paul Ariès dans *Décroissance ou barbarie*¹³, formule ainsi : « Notre société croissanciste est tout simplement insoutenable pour la bonne raison qu'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini ». En fait la « bonne raison » tient surtout à l'opposition des mots *infinie* et *fini* qui « raisonnablement » ne peuvent pas aller ensemble. C'est l'un ou l'autre et comme le monde est évidemment fini, ceux qui cherchent la croissance infinie ne peuvent que poursuivre une chimère, CQFD. Mais qui recherche une croissance *infinie* ? Que le monde soit fini implique qu'il l'est aussi dans le temps, soit cinq milliards d'années pour notre terre. Et le PIB par lequel se mesure cette croissance étant un nombre fini, une somme finie de termes finis, fussent-ils très nombreux, sera toujours finie. On peut d'ailleurs aussi faire remarquer que le fini et l'infini ne sont pas forcément toujours inconciliables comme le montre l'existence de séries convergentes, c'est à dire de suites infinies de nombres dont la somme est finie, ce qui avait d'ailleurs beaucoup troublé la Grèce

¹² Publié en français sous le titre *De l'inégalité parmi les sociétés*, Gallimard, 1997.

¹³ Editions Golias, 2005.

antique. Tout cela n'interdit pas la croissance, qui n'a donc rien d'impossible *a priori*, mais ne dit rien sur son contenu et sa nécessité.

Car le *contenu* de la croissance c'est bien différent. Et là il faut reconnaître que les objecteurs de croissance touchent souvent juste en relevant les addictions à la consommation dont nous sommes les victimes. Pour ne prendre qu'un exemple, la course à la puissance des ordinateurs de bureau est surtout justifiée par la mise au point de jeux vidéos de plus en plus sophistiqués. J'ai aussi du mal à considérer comme une bonne nouvelle les queues qui se forment des dizaines d'heures à l'avance sur les Champs Elysées à l'annonce de la sortie de la dernière-née de chez Sony ou Nintendo. D'autant plus que ces « événements » sont créés artificiellement par une fausse pénurie annoncée et relayée complaisamment par les grands médias radio-télévisés. Avant de décider sans débat que le mouvement va continuer, que la course à la puissance « pour tous » est un besoin, il serait bon d'en peser toutes les conséquences. Je ne dis pas qu'il faut arrêter la recherche de puissance pour les ordinateurs. Il y a des besoins scientifiques, médicaux, économiques qui nécessitent des puissances de plus en plus grandes. Ce que je mets en cause ce sont les implications de cette recherche sur les modes de consommation avec le remplacement programmé « obligatoire » du matériel informatique de tout un chacun pour des besoins qui n'en sont pas toujours (sauf pour l'entreprise qui cherche ainsi à transformer le consommateur en client perpétuel). Plus généralement, la réflexion indispensable sur le contenu de la croissance conduit à s'interroger sur sa nécessité.

C'est la question la plus fondamentale, celle du sens de cette croissance. Travaille-t-on pour vivre ou vit-on pour travailler ? La croissance repose sur des gains de productivité, est-il interdit de s'interroger sur l'usage de ces gains ? Toujours plus de croissance quel que soit son contenu, ou plus de temps libre, qui est, il faut quand même le rappeler, une tendance lourde depuis l'avènement de notre civilisation industrielle ? Peut-on trouver une certaine incohérence à la revendication du patronat français de prolonger le temps de travail pour créer plus de richesses tout en licenciant ou en refusant d'embaucher les travailleurs âgés ? Est-ce bien raisonnable, comme on s'en est aperçu après l'accident sous le tunnel du Mont-Blanc, de faire transiter de l'eau minérale de France en Italie et d'Italie en France ? La croissance, est-ce toujours nécessairement plus de biens et de services privés ? A toujours vouloir baisser les impôts (directs) au motif d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs et de fournir une clientèle solvable aux entreprises, sans dire que dans le même mouvement on réduit aussi l'offre possible de biens publics, ne s'enferme-t-on pas dans un type de croissance qui devient effectivement le problème au lieu d'être la solution ?

A travers ces questions c'est bien notre mode de production qui est interrogé et il faut rendre gré aux objecteurs de croissance de nous le rappeler sans cesse. Il reste qu'ils sont davantage dans le rôle de la mouche du coche que dans celui d'une alternative crédible à notre mode de développement actuel.

Le catastrophisme éclairé

En 2002, Jean-Pierre Dupuy, proche des thèses de la décroissance et souvent cité comme référence par les objecteurs de croissance, publie *Pour un catastrophisme éclairé*¹⁴ où il propose une solution philosophique pour traiter des menaces qui pèsent sur la planète, au premier rang desquelles il place le changement climatique. Il s'agit d'une formalisation des intuitions de Serge Latouche sur la vertu pédagogique des catastrophes, à ceci près qu'il est inutile d'attendre la catastrophe elle-même, puisqu'une fois qu'elle sera là, il sera trop tard. Ces nouvelles menaces

¹⁴ Seuil, 2002.

ont des caractéristiques qui sont bien connues et qui se résument schématiquement par l'incertitude et l'irréversibilité. Incertitude et irréversibilité quant aux effets supposés, dont certains peuvent être dramatiques, ce qui conduit à des controverses aussi bien sur l'existence même de ces menaces que sur les actions à entreprendre. L'auteur oppose explicitement sa démarche à l'approche du principe de précaution justifié par l'existence de ces nouveaux risques controversés.

Pour ce faire, il commence, s'inspirant d'Ivan Illich¹⁵, par distinguer deux modes de production. Le mode autonome (on est en bonne santé parce qu'on mène une vie saine) et le mode hétéronome (on est en bonne santé parce qu'on va voir le médecin). Le mode hétéronome est celui de l'économie et du commerce, il repose sur le détour de production. Or, à partir d'un certain seuil, ce mode de production devient contre-productif. Comme l'écrit Jean-Pierre Dupuy, « la médecine corrompt la santé, l'école bêtifie, le transport immobilise, les communications rendent sourd et muets (...), le recours à l'énergie fossile (...) menace de détruire toute vie future et (...) l'alimentation industrielle se transforme en poison ». On oublie alors que le détour n'est qu'un moyen et on en fait une fin. C'est cette inversion des valeurs qui produit les nouveaux risques.

Pour les traiter convenablement, il faut selon lui opérer un retourment conceptuel. Pour éviter la catastrophe, il faut se persuader qu'elle est certaine, ainsi on fera tout ce qu'on peut pour l'éviter. Aujourd'hui on sait qu'une catastrophe va arriver, mais on ne le croit pas et on continue donc comme avant, car savoir n'est pas croire et tant que la catastrophe n'a pas eu lieu on la pense impossible. Le retourment proposé par Jean-Pierre Dupuy consiste à rendre la menace crédible, à penser que l'impossible devient certain (le sous-titre de son livre est *quand l'impossible devient certain*) et donc à agir pour y échapper.

La solution de Jean-Pierre Dupuy ne manque pas d'élégance et justifie bien le qualificatif de « conceptuel » que j'accroche à ce type de « solutions », mais est-elle vraiment efficace ? Elle pose le problème au niveau de la prise de conscience. C'est à l'adoption par tous d'une nouvelle métaphysique que l'on devrait notre salut. Je suis prêt à croire que si tout le monde partageait celle du catastrophisme éclairé, nous n'hésiterions pas à agir. Mais comme visiblement ce n'est pas le cas, comment faire pour se l'approprier ? Suffit-il de lire son livre ?

C'est semble-t-il cette approche qu'a choisie Yves Cochet dans *Pétrole apocalypse*, dont le titre lui-même annonce clairement la couleur et qui nous propose une description de ce que sera le monde d'ici moins d'une dizaine d'années si nous continuons comme aujourd'hui et si nous ne prenons pas des mesures très contraignantes tout de suite. A la fin de son livre, au dernier paragraphe, significativement intitulé « Convaincre et mobiliser la société », il s'interroge sur l'efficacité de son travail en se demandant si le lecteur est « convaincu de l'imminence du triple choc (déclin définitif de la production pétrolière, excès structurel de la demande mondiale sur l'offre, instabilité géopolitique engendrée par la lutte pour l'accès au pétrole), de l'ampleur de ses conséquences et de la nécessité de mettre en œuvre des sociétés de sobriété ». « Non, sans doute pas encore » répond-t-il à sa propre question. Pour une part à cause de la « grande méconnaissance de cette question neuve ». On notera que si, à la page 228 du livre, le lecteur a encore une « grande méconnaissance de cette question neuve », c'est soit parce qu'il est particulièrement bouché, soit parce qu'Yves Cochet n'est pas très convaincant. Et pour une autre part il y a « la sidération dont nous pouvons être saisi devant l'ampleur de ses conséquences » et « le sentiment de désarroi face au bouleversement de nos habitudes mentales et

¹⁵ *La Convivialité*, Seuil, 1973.

comportementales, individuelles et collectives, que supposerait l'acceptation de cette réalité du monde ». Nous sommes bien dans le schéma décrit par Jean-Pierre Dupuy : à la page 228 nous savons mais nous ne voulons pas y croire. Et Yves Cochet d'en appeler, face à l'échéance imminente du triple choc, à « la responsabilité de chacun d'entre nous d'en faire sa priorité, de se déterminer sur cette nouvelle perspective, pour convaincre et mobiliser la société, pour engager nos responsables politiques à revenir sur leur inconséquence ».

C'est le deuxième point qui me semble poser problème dans cette position : son appel à la responsabilité individuelle comme condition nécessaire de l'action. Il ne tient qu'à chacun de nous de se convertir au catastrophisme éclairé. Je crains malheureusement que cela ne suffise pas et que même si c'était le cas, si nous étions tous d'accord pour agir, il faudrait encore se mettre d'accord sur ce qu'il faut faire concrètement. Quels sont les détours contre-productifs qu'il nous faudrait abandonner ? Et si Yves Cochet reconnaît que des lecteurs peuvent ne pas encore être convaincus à la fin du livre, comment les exhorter à prendre leurs responsabilités ? Et que dire de ceux qui n'ont pas lu le livre ? Dont, semble-t-il, la totalité des responsables politiques si on en juge par l'absence complète de réactions de leur part après la parution du livre. Pour que la responsabilité individuelle s'exerce, il faut se convertir au catastrophisme éclairé, il faut être convaincu de la certitude de l'impossible, mais qui est plus éclairé que nous pour nous en convaincre ?

C'est aussi en partie cette démarche qui nous est proposée dans le film d'Al Gore *Une vérité qui dérange*. Sur la forme, c'est un show dans lequel il se met en scène, mêlant sa vie, son œuvre et le changement climatique. Si la sincérité de son engagement ne fait aucun doute, c'est parfois très tiré par les cheveux (un épisode sur les méfaits du tabac un peu... fumeux). Il privilégie les images chocs pour bien enfonce le clou avec des simulations en images de synthèses spectaculaires, et il manie l'humour pour souligner l'incohérence des thèses adverses et de la position du gouvernement. C'est à mon avis l'aspect le moins intéressant du film, un côté Michael Moore et le changement climatique. Reste que sur le constat, les enjeux, les risques, c'est parlant et le public atteint est beaucoup plus important qu'avec un livre. Le problème des solutions est abordé succinctement. Après avoir fait peur en montrant les Pays-Bas recouverts par les eaux, Manhattan inondée et les habitants de la moitié de l'Asie déplacés (pas les Tuvalu, sans doute pas assez connues aux USA), il nous dit que rien n'est perdu et que si on veut, on peut changer. Et là, comme « preuve », il sort une courbe de croissance des gaz à effet de serre qui s'infléchit sans problème à chaque nouvelle mesure annoncée, efficace comme par magie tout de suite. Il suffit de vouloir, c'est si simple.

Ce qui est plus intéressant, c'est qu'il essaie de comprendre pourquoi on en est là et pourquoi, alors qu'il n'y a plus vraiment de doute, on ne fait rien. C'est exactement la question qui me préoccupe. Là il évoque son propre rôle. Il y a une part de naïveté chez lui qu'on retrouve dans ses solutions. Il pensait qu'en s'entourant de grands scientifiques, en leur donnant les moyens de s'exprimer au-delà de leur cercle habituel, cela suffirait pour faire prendre conscience des problèmes et donc changer. Ça n'a clairement pas marché, même si tout n'est pas négatif et qu'il montre que des marges de manœuvres peuvent exister, y compris en cas de blocage politique. Même si l'Etat fédéral ne fait pas grand-chose, certains Etats et un grand nombre de villes s'engagent de plus en plus pour que ça change. Malheureusement, Al Gore ne propose pas vraiment de solution, ni ne va plus loin dans l'analyse, si ce n'est à son niveau en parcourant la planète pour alerter l'opinion. Fin janvier 2007, plus de vingt millions d'Américains avaient vu son film et ils étaient plus de 570 000 en France, sans que de grandes prises de conscience aient vu le jour, au moins dans les résultats visibles dans les indicateurs (les émissions de GES continuent

toujours à monter). Mais il a le mérite de poser la question, même s'il pouvait difficilement l'éviter en ayant eu le pouvoir !

Depuis, Al Gore a eu le prix Nobel de la Paix (conjointement avec le GIEC) ce qui est évidemment le signe d'une montée de la prise de conscience de l'opinion publique internationale sur le changement climatique et est donc incontestablement une bonne nouvelle. Mais de là à ce que les actes des Etats se modifient profondément, il y a un pas qui n'est pas évident. Il est évidemment plus simple de faire un film que d'agir concrètement en se heurtant aux lobbies qui ont su si bien faire sortir les Etats-Unis du concert des Etats sous la présidence de Georges W Bush.

Les francs-tireurs

Sous cette dénomination je regroupe un certain nombre d'analyses qui ont la particularité d'être portées par des individus isolés, universitaires, journalistes... qui ne se réclament pas de mouvements particuliers, qu'ils soient spécifiquement écologistes ou non, et qui ne s'autorisent que d'eux-mêmes pour donner leur point de vue sur le développement durable. Ils ont en général une longue implication dans les questions environnementales de par leur profession et ont souvent des statuts d'experts sous une forme ou sous une autre, mais ils ne cherchent pas à intervenir publiquement autrement qu'en leur nom propre, soit par l'intermédiaire de blogs, soit plus systématiquement par la publication de livres. Il ne peut être question ici d'être exhaustif pour cette catégorie et je me contenterais d'en donner un exemple, en renvoyant à mon livre déjà cité¹⁶ pour en trouver davantage.

Hervé Kempf

Hervé Kempf, journaliste au *Monde*, publie en 2007 *Comment les riches détruisent la planète*¹⁷, qui propose une explication qui est sans doute schématique mais non complètement dénuée de vérité. Si le développement durable reste dans les discours plutôt que de se traduire en actes, « si rien ne bouge, alors que nous entrons dans une crise écologique d'une gravité historique, c'est parce que les puissants de ce monde le veulent ». Il a aussi la sagesse de ne pas présenter de solutions sous la forme d'un programme, mais des orientations générales, comme la réduction des inégalités ou la modification du contenu de la croissance qui me semblent au cœur des discussions sur le développement durable. Il conclut son livre en faisant le tour des forces principales sur lesquelles s'appuyer pour inverser la tendance actuelle (l'émergence d'un mouvement social, la « corporation des journalistes qui n'est pas encore totalement asservie » et la gauche « flageolante »). C'est sur ce point que je me différencierais le plus de ses analyses, ayant du mal à trouver des raisons d'être aussi optimiste que lui après cette revue des troupes bien pâlichonne. C'est aussi que je suis moins convaincu que lui qu'il suffise que « la conscience de l'importance des enjeux actuels se répand(e), à mesure que l'esprit de liberté et de solidarité se réveille », même s'il est indéniable que la prise de conscience de l'importance de ces questions s'élève, en particulier dans les élites. Il continue sa croisade en publant en 2009 *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*¹⁸ qui porte le même message en fustigeant l'oligarchie qui serait aux commandes et en appelant à un nouvel agencement des relations sociales dont il ne donne malheureusement pas le mode d'emploi qui permettrait de les faire advenir. Ici, la question des forces sociales qui nous permettraient de « sortir du capitalisme » est tellement absente de l'analyse qu'elle rend celle-ci plus incantatoire que performative.

¹⁶ Voir note 5.

¹⁷ Seuil, 2007.

¹⁸ Seuil, 2009.

Les solutions politiques : des forces sociales insuffisantes

Un deuxième ensemble de solutions réunit celles qui s'appuient sur des forces déjà constituées au plan politique ou sociétal, développant une analyse de l'évolution du monde et ayant une zone d'influence nettement plus importante que les précédentes.

L'économie verte expliquée à ceux qui n'y croient pas

Sous ce titre, Pascal Canfin, journaliste et président de la commission « Economie et Social » des Verts, entreprend de convaincre des amis et des relations de rencontre de la crédibilité du discours économique des Verts. Le livre est conçu comme un dialogue entre l'auteur et un panel de « personnes assez représentatives de la diversité des situations et des parcours dans notre société » comme l'indique Dominique Voynet dans sa préface. A vrai dire ce dialogue est à l'image du célèbre pâté d'alouette composé d'un demi cheval et d'une demie alouette ! Pascal Canfin s'y taille la part du lion, les autres participants au dialogue étant surtout là pour lui permettre de détailler son programme.

J'ai l'air de me moquer mais il n'en est rien et je partage beaucoup des analyses et des propositions de l'auteur. Je suis moi aussi pour une société plus juste, qui réduise vraiment les inégalités, qui lutte vraiment contre le chômage de masse et la pauvreté, qui recherche vraiment un développement durable,... Je pense aussi qu'une réforme de l'Etat est nécessaire, qu'il faut augmenter les minima sociaux, que l'OMC est un progrès démocratique, mais je ne suis pas du tout convaincu que la démarche d'explications « pédagogiques » et un peu doctes¹⁹ choisie par l'auteur soit réellement de nature à nous mettre sur la bonne voie. Je ne pense pas du tout que l'obstacle *principal* soit un manque d'information, ou de compréhension.

Pascal Canfin est comme moi sensible au grand écart entre les discours et les actes, mais je crains qu'il ne s'illusionne quand il écrit que « la compréhension de la complexité de la réalité est à la base de l'exigence de transformation sociale, si on veut vraiment changer les choses et non se contenter d'effets de tribune »²⁰. De nombreuses transformations sociales se sont faites sans que les acteurs aient nécessairement profondément compris la complexité de la réalité. Si l'on prend par exemple les grandes révolutions française et russe, les multiples analyses contradictoires et les affrontements sanglants qui les ont accompagnées, sont la preuve que la « compréhension de la complexité de la réalité » n'était pas la même pour tous, ce qui n'a pas empêché leur déclenchement et les immenses bouleversements auxquels elles ont donné naissance.

Là encore, je ne voudrais pas qu'on se méprenne sur ma critique. Je ne dis pas qu'il est inutile de donner les explications que l'on trouve justes. Et sans doute faut-il que les citoyens connaissent les propositions qui sont faites par ceux qui en ont pour pouvoir y adhérer, comme l'écrit encore Pascal Canfin en toute fin de son travail. Mais encore une fois, c'est confondre condition nécessaire et condition suffisante. En écrivant *Le Capital*, Marx pensait avoir envoyé le plus terrible missile à la tête de la bourgeoisie qu'elle n'ait jamais reçu, on sait qu'elle s'en est finalement assez bien remise ! Malheureusement (?), écrire un livre, si profond soit-il, ne suffira jamais à déclencher les changements que l'auteur du livre estime nécessaires.

¹⁹ Résumant son week-end en conclusion, l'auteur note qu'il a « passé son temps à dire : "Attention, c'est plus compliqué" à (son) nouvel ami Robert » (Bidoche ?).

²⁰ Je souligne.

L'éco-économie de Lester Brown

Dans un livre publié en France en 2003 et une interview dans le journal *Libération* du 13 janvier 2004, Lester Brown nous livre son diagnostic sur l'état de la planète et nous propose ses solutions pour y remédier. Lester Brown est, comme l'indique la quatrième de couverture de son livre, « l'un des pionniers mondialement reconnu des recherches sur le développement durable. Il a fondé et présidé le célèbre World Watch Institute qui publie chaque année *l'Etat de la Planète* publié en plus de 30 langues. Il est aujourd'hui président de l'Earth Policy Institute ». Il ne s'agit pas de douter de la force de l'engagement de Lester Brown dans son combat écologique. C'est d'ailleurs cette constance, qui s'est traduite par la création du World Watch Institute puis de l'Earth Policy Institute, qui me fait le classer dans les solutions politiques tant l'influence de ces observatoires est avérée. Malheureusement, ni l'interview, ni la lecture de son livre, *Eco-économie*²¹, ne nous donnent les moyens de mieux comprendre les causes des dégradations qu'il dénonce. Et encore moins d'en inverser le cours.

Son message tient en trois points nettement articulés dans l'interview et longuement développés dans le livre.

Tout d'abord, un constat sur « l'état (mauvais) de la planète », qui débouche sur la prédition d'une catastrophe prochaine. Ensuite, l'appel à redéfinir les rapports entre économie et écologie pour « cesser de détériorer les ressources de la planète ». Enfin, l'ébauche de solutions, curieux mélange entre l'usage renouvelé de la bicyclette et le recours à l'hydrogène comme source d'énergie, où la réforme de la fiscalité tient une place centrale. Malheureusement, ces trois points souffrent de trop d'approximations pour réussir à emporter la conviction du lecteur. Il vaut la peine d'y regarder d'un peu plus près en reprenant chacun d'eux.

Concernant le constat, il est difficilement contestable que nos modes de production et de consommation sont à l'origine des multiples dérèglements des écosystèmes de notre planète. Qu'on puisse en inférer que la catastrophe soit imminente (deux ou trois ans !)²² l'est beaucoup moins. Et l'accumulation des données ne vaut pas toujours preuve. En une centaine de pages, Lester Brown décrit, dans son livre, la « relation tendue » entre l'homme et son environnement naturel. Mais cette description souffre de deux défauts majeurs qui affaiblissent fortement sa démonstration. Le premier c'est l'abus du syllogisme basé sur le raisonnement « toutes choses égales par ailleurs », pourtant un défaut d'économiste ! Majeure : si X continue (au choix, la fonte des glaces, l'assèchement des fleuves ou des nappes phréatiques, la surexploitation des pêcheries, l'afforestation,...) ; mineure : *et si rien ne change* ; conclusion : Y se produira (la réduction des surfaces émergées, la chute de la production agricole, la pénurie de protéines, le dérèglement du cycle de l'eau,...). Donc il faut agir pour que ça change, CQFD. Chacun sait bien que si sa tante avait des roues, ce serait une bicyclette ! Hélas, le rôle pédagogique dévolu aux terribles conséquences futures énoncées pour éveiller nos consciences endormies ne peut exister que sous l'hypothèse de la mineure. On trouve là le second défaut du raisonnement : il n'est pas vrai que rien ne change. Et ce, même si *on* ne fait rien. Que les prix soient des signaux imparfaits et induisent des décisions aujourd'hui largement défavorables à l'environnement est parfaitement exact, mais, quoiqu'imparfaits, ils restent néanmoins des signaux. Et, en tant que tels, ils suscitent des réactions. Ainsi, l'épuisement des réserves de pétrole entraîne la hausse de son prix, qui implique à son tour la recherche de substituts et celle de nouveaux gisements. Les « réserves », il faut

²¹ L. Brown, *Eco-economy. Building an Economy for the Earth*, Norton & Cie, 2001. Traduction française, *Eco-économie. Une autre croissance est possible, écologique et durable*, Le Seuil, 2003.

²² Elle aurait déjà dû se produire puisque l'interview est de 2003.

décidément insister sur ce point, ne sont pas indépendantes de l'état de la technologie et des conditions économiques. Lester Brown pense que la production de pétrole baissera dans les vingt prochaines années, comme le Club de Rome le pronostiquait déjà en 1972. C'est prendre ses angoisses pour une analyse. On ne peut vraiment faire un état dépassionné de notre rapport à la nature qu'en ayant à l'esprit les interactions qui le caractérise, ce qui est à l'opposé de la prolongation de tendances. D'ailleurs, depuis la parution de son livre, le prix du pétrole, mis à part une brusque montée en 2008, est plutôt stable. Cela est dû, comme l'explique parfaitement Pierre-Noël Giraud dans son dernier livre²³, au fait qu'au-delà de 100 \$ le baril on sait fabriquer des carburants identiques à partir de gaz ou de charbon, ce qui fixe un plafond pour le prix du baril. De plus, le contrôle oligopolistique par les pays du Golfe permet de laisser le prix du pétrole conventionnel entre 100 et 120 \$ le baril, ce qui leur donne la possibilité d'exploiter avec profit les quelques trente années de réserves prouvées restantes (et rend aussi inutile de chercher de nouvelles réserves plus coûteuses). La pénurie de pétrole (et plus largement de ressources épuisables) n'est pas pour demain. Il ne faudra donc pas compter sur la montée des prix des énergies fossiles pour réfréner notre consommation et faciliter des politiques environnementales ambitieuses.

Il reste un dernier point que Lester Brown n'a abordé ni dans son interview, ni dans son livre et qui est, sans doute, le point le plus faible de son argumentation : qui est le sujet de ces transformations nécessaires et qui n'apparaît jamais que sous la forme de l'article indéfini *on* ou du pronom personnel *nous* ?

Si ce « nous » désigne l'humanité, considérée dans son ensemble ou individu par individu, croit-il vraiment que ses arguments vont déclencher les transformations qu'il juge nécessaires ? Les Américains remplaceraient leurs 4x4 par des vélos, il n'y aurait plus de fumeurs, la Chine n'utilisera pas son charbon, etc. par la simple vertu d'arguments simplistes ? Pourquoi, pour ne prendre qu'un exemple, la réforme de la fiscalité souhaitée par Lester Brown ne se met-elle pas en place ? Ce n'est pas « l'économie » qui la refuse (et encore moins les économistes), c'est la volonté *politique* qui manque. Non pas celle qui ne s'exprime que par des paroles et qui conjugue le « développement durable » à tous les temps, mais celle des actes, des budgets et des traités. Elle manque parce que le temps de l'action politique, scandé par le rythme des élections, est beaucoup trop court face au temps des évolutions environnementales. Mais elle manque aussi parce que les peuples ont d'autres priorités, majoritairement axées sur le court terme et l'arrière de leur jardin.

C'est pourquoi les cris d'alarme du type de ceux de Lester Brown ne sont sans doute pas inutiles, mais ils gagneraient à être mieux argumentés. Et ils seraient plus crédibles s'ils ne se répétaient pas d'années en années.

J'avais écrit ce développement sur Lester Brown en 2005, dans une version légèrement différente dans mon livre *Economie des ressources naturelles*²⁴. La publication de son livre, *Le Plan B*²⁵, ne me conduit pas à modifier mon jugement en profondeur.

Ce nouveau livre est construit très classiquement en trois parties. La première étant toujours consacrée au bilan catastrophique de la planète, la seconde présentant le fameux plan B des mesures à prendre et la dernière traitant en deux chapitres courts des questions les plus

²³ *L'homme inutile*, Odile Jacob, 2015

²⁴ La Découverte, Collection Repères.

²⁵ Calmann-Lévy, 2007.

difficiles, celle de la transition à mettre en œuvre pour « éviter le déclin et l'effondrement » et celle sur la recherche des forces à réunir pour réaliser le programme proposé.

Il y a peu à dire sur le bilan qui ne nous apprend rien de plus que ce que tout le monde sait déjà. Quant au plan B, c'est d'abord un catalogue de souhaits qu'il est difficile de ne pas partager (éradiquer la pauvreté, remettre la planète en état, nourrir correctement 7 milliards d'individus, stabiliser le climat, concevoir des cités pérennes) et de mesures techniques pour y aboutir qui pour l'essentiel demandent une coordination des efforts des Etats qui est loin d'être à l'ordre du jour. Car on peut bien déclarer que « réduire les émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère d'un facteur deux au niveau mondial d'ici à 2015 est à notre portée », les dernières négociations sur le sujet rendent moins optimiste sur la volonté réelle des Etats d'y arriver. La COP 21 ne semble d'ailleurs pas partie pour prendre des décisions qui soient suffisantes pour atteindre les 2°C péniblement actés à Copenhague. Ou encore, arguant du fait que nous maîtrisons maintenant les technologies nécessaires à la conversion d'énergie solaire en électricité ou en chauffage, on peut bien dire qu'il « conviendrait maintenant que l'ensemble des pays mette en place des institutions reflétant la valeur sociétale d'une diminution de la dépendance vis-à-vis du pétrole et d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre », le refus des USA de signer le Protocole de Kyoto et le fonctionnement du marché européen du carbone montrent que cette valeur sociétale est pour l'instant assez faible. C'est que dans son bilan de la planète, Lester Brown ne voit pas que les institutions existantes sont le reflet du niveau de coordination dont les Etats sont capables aujourd'hui. On peut les trouver (avec raison) insuffisantes, on peut lutter pour en changer, en revanche il ne sert à rien d'en rêver d'idéales en n'ayant recours qu'aux incantations pour les susciter. Enfin, une des mesures jugées indispensables par Lester Brown peut être très discutable (voire grosse de dérives inquiétantes) tant qu'on ne précise pas les moyens pour y parvenir : c'est celle de la stabilisation de la population mondiale autour de 7,8 milliards (soit la projection basse des Nations Unies qui suppose un taux de natalité en dessous de 1,6 enfants en moyenne par couple), ce qui ne peut s'obtenir sans contraintes que par une forte réduction de la pauvreté, un vaste programme d'éducation et une amélioration des systèmes de santé, toutes mesures qui, là encore, nécessitent une coopération des Etats qui n'est pour l'instant pas de mise.

Mais c'est surtout dans la troisième partie de son livre, et tout particulièrement son dernier chapitre (qu'il avoue avoir eu le plus grand mal à écrire), que l'on découvre que le Plan B n'a guère de chance d'être mis en œuvre.

Son objectif en écrivant ce livre, nous dit-il, a été « de convaincre plus de gens de cette nécessité (d'une restructuration économique totale) et d'aider à faire pencher la balance vers les forces du changement et de l'espoir ». Autrement dit, il s'agit de s'adresser à chacun d'entre nous car « cela dépend de vous et moi et de ce que nous mettons en œuvre pour inverser les tendances », d'où les exhortations finales, à la fois naïves et dérisoires, de prendre rendez-vous avec son député pour le convaincre de réformer la fiscalité, de s'éduquer sur les questions environnementales, ou encore, « si vous aimez écrire », d'envoyer un éditorial à son journal local ou de « tenter une lettre à l'éditeur » ! Mais comme il faut mettre toutes les chances de notre côté et qu'il n'est pas sûr que cette prise de conscience individuelle soit suffisante, « nous avons besoin qu'un leader politique émerge, un Churchill de l'environnement, pour rallier le monde à cette cause ». Depuis plus de trente ans que Lester Brown parcourt la planète avec une énergie indéniable, il devrait s'apercevoir que sa stratégie n'est pas la plus efficace.

ATTAC et le développement durable

On trouve la position du mouvement altermondialiste ATTAC sur les questions liées au développement durable dans un petit livre publié en 2004, *Le développement a-t-il un avenir ?*²⁶.

Comme d'habitude, la première partie du livre fait le constat bien connu de l'état de la planète : maintien de la pauvreté, accentuation des inégalités, dégradation écologique... pour retracer ensuite dans une deuxième partie l'histoire de cette évolution qui nous a menés où nous sommes aujourd'hui. Je me contenterais ici de discuter la troisième partie, plus centrale pour mon propos, qui aborde précisément la question du développement durable et des solutions qui permettraient de l'atteindre. La proposition principale défendue par ATTAC est « *le refus du développement actuel totalement disqualifié* et d'un choix en faveur d'un développement radicalement *requalifié* autour de : 1) la priorité donnée aux besoins essentiels et aux respects des droits universels indivisibles ; 2) l'évolution vers une décélération progressive et raisonnée de la croissance matérielle, sous conditions sociales précises, comme première étape vers la décroissance de toutes les formes de production dévastatrices et prédatrices ; 3) une nouvelle conception de la richesse réhabilitant la valeur d'usage en lieu et place de la marchandisation capitaliste ». ²⁷

On notera le caractère général de cette proposition. On peut y adhérer ou non selon ce qu'on pose comme « besoins essentiels » (dont on nous explique plus loin qu'ils sont très difficiles à définir) ou comme « droits universels », ce que l'on considère comme « raisonnable » dans la décélération matérielle (ici et/ou en Chine ?), et la signification donnée à la « nouvelle conception de la richesse réhabilitant la valeur d'usage ». La suite du texte est certes un long commentaire qui revient sur ces différents points, mais qui reste cependant à un trop grand niveau de généralité pour qu'on puisse en espérer des modifications très concrètes de la « marchandisation capitaliste ».

Parmi ces précisions, il est instructif de s'attarder un peu sur les moyens listés par ATTAC pour rendre opérationnels de nouveaux axes de développement. En voici la liste exhaustive telle qu'elle figure à la page 212 du livre :

- 1 La réforme agraire (en veillant à ce que les femmes puissent accéder à la terre)
- 2 la protection et l'ouverture négociée
- 3 la coopération régionale vers l'intégration
- 4 la garantie des prix des produits primaires et ressources naturelles
- 5 la promotion des expériences de productions et d'échanges solidaires
- 6 l'annulation de la dette et la suppression des paradis fiscaux
- 7 le financement interne
- 8 la création monétaire, du local au mondial
- 9 le contrôle démocratique des instituts d'émission monétaire (la fin de l'indépendance des banques centrales)
- 10 le contrôle des mouvements de capitaux et la suppression des paradis fiscaux (*bis*)
- 11 les taxations globales
- 12 la création d'un fonds de développement-environnement
- 13 la transformation radicale ou la remise en cause de toutes les instances de régulation (FMI, BM, OMC)

²⁶ Editions Mille et une nuits.

²⁷ Souligné par ATTAC.

14 le développement des droits de gestion des citoyens/travailleurs, hommes et femmes, concernant notamment le patrimoine commun de l'humanité, à l'échelle où se pose cette gestion – du local au planétaire ↗, donc une remise en cause des pleins pouvoirs du capital

Je suis loin d'être en désaccord avec beaucoup des « moyens » proposés, mais je suis toujours surpris par le statut d'une telle liste. Pour moi il ne s'agit pas de moyens qui seraient à notre disposition mais au mieux d'objectifs, sur lesquels il faudrait d'ailleurs préalablement s'entendre.

Comment, pour ne prendre que quelques exemples, garantir les prix des produits primaires et des ressources naturelles ? Ou transformer radicalement toutes les instances de régulation ? Qui va garantir et transformer ? Comment ? On peut regretter l'absence d'un gouvernement mondial garant des biens publics mondiaux et trouver que les si décriées « instances de régulation » qui n'en sont qu'un pâle substitut doivent être remises en cause, mais c'est le monde réel où nous vivons et il faut redire que ces fameuses instances sont déjà le résultat de douloureux compromis reflétant les rapports de force actuels entre les pays. Je ne dis pas qu'il faut s'en contenter, mais il ne suffit pas de faire des incantations pour les améliorer.

Finalement, ce qui manque le plus dans les solutions proposées par ATTAC ce sont, comme chez Lester Brown, les acteurs des transformations souhaitées.

Le Pacte écologique et la Fondation Nicolas Hulot

S'inscrivant délibérément dans une optique d'intervention politique à l'occasion des élections présidentielles de 2007 en France, le Pacte écologique a été présenté par son principal promoteur, Nicolas Hulot, ex-animateur vedette d'une émission consacrée aux loisirs exotiques, comme une démarche citoyenne pour faire de l'impératif écologique une priorité nationale.

Il s'agissait d'interpeller les candidats pour qu'ils « placent les enjeux écologiques et climatiques au cœur de leur programme » : Nicolas Hulot les « INVITE à signer le Pacte écologique pour manifester leur volonté d'agir » et « LEUR DEMANDE de se prononcer sur les 10 objectifs et les 5 propositions concrètes élaborés par la Fondation qu'il a créée. Enfin il exhortait les citoyens à signer le Pacte car « plus nous serons nombreux à affirmer notre volonté d'agir, plus les enjeux écologiques et climatiques auront une chance de figurer au cœur des débats et de se traduire par des actes concrets ».

Les 10 objectifs se présentaient comme des pistes de réflexion prioritaires, ouvertes au débat et qu'il s'agissait d'enrichir, d'aménager voire de remplacer par d'autres. Je donne ci-dessous la liste de ces propositions telle qu'on la trouvait sur le site de la Fondation Nicolas Hulot :

- 1 Economie : vers une logique de durabilité
- 2 Energie : organiser la baisse de la consommation
- 3 Agriculture : produire autrement
- 4 Territoire : contenir l'extension périurbaine et relocaliser les activités humaines
- 5 Transports : sortir du tout routier
- 6 Fiscalité : établir le véritable prix des services rendus par la nature
- 7 Biodiversité : faire entrer la nature dans l'aménagement du territoire
- 8 Santé : prévenir avant de guérir
- 9 Recherche : faire de l'environnement un moteur pour l'innovation
- 10 Politique internationale : prendre l'initiative

On peut constater que ces objectifs sont effectivement susceptibles d'induire de profondes modifications dans nos modes de production et de consommation, la question principale étant toujours de savoir comment on les atteint.

La réponse à cette question est explicite dans la stratégie du Pacte. Elle repose d'une part sur les 5 propositions concrètes, qui sont à la fois le minimum à faire immédiatement et le test de la volonté réelle d'implication des candidats dans une politique environnementale ambitieuse, et, d'autre part, sur la pression exercée par les signataires qu'on espère le plus nombreux possible.

Les propositions sont les suivantes :

- 1 Mettre l'environnement au cœur de l'Etat avec un **vice-premier ministre chargé du développement durable**
- 2 Instaurer une **taxe carbone** en croissance régulière jusqu'à la réduction par quatre des émissions de gaz carbonique
- 3 Offrir un marché à **l'agriculture de qualité** en réorientant progressivement les subventions agricoles vers une restauration collective à base de produits certifiés et de proximité, et en négociant une réforme de la PAC qui aille dans ce sens
- 4 **Soumettre** systématiquement les orientations du développement durable **au débat public**
- 5 Promouvoir une **grande politique nationale d'éducation et de sensibilisation** à l'écologie et au développement durable²⁸

Je suppose que ces propositions étaient jugées par les promoteurs du Pacte comme étant les plus favorables à instaurer une rupture avec l'attitude traditionnelle des politiques face aux questions environnementales²⁹, qui a toujours été de les considérer de fait comme secondaires. Rupture symbolique avec la première proposition et rupture concrète avec la seconde qui conduirait effectivement rapidement à des modifications de comportements, notamment dans les transports et l'habitat. De plus, ces deux propositions sont parfaitement réalisables par la France seule si le gouvernement le décide. En revanche, la mise en œuvre de la troisième proposition dépend aussi des autres pays, même si la France est aujourd'hui le pays qui s'accroche le plus à la PAC et qu'un revirement de sa part sur ce sujet aurait des conséquences importantes. Enfin, les deux dernières propositions sont plus vagues, la soumission des orientations du développement durable au débat public peut avoir des effets très différents selon les modalités de cette soumission³⁰ et la grande politique d'éducation est sans doute nécessaire mais ne peut avoir que des effets à moyen terme.

Bien entendu, tous les candidats ont signé ce pacte et Nicolas Sarkozy une fois élu a initié le Grenelle de l'environnement jugé par lui comme le respect de sa signature. La fondation Nicolas Hulot a poursuivi son action, d'abord en étant très impliquée et active dans le Grenelle de l'environnement, puis aujourd'hui en appelant à la réussite de la COP 21. Considérant que s'il est trop tôt pour juger de la réussite ou de l'échec du Grenelle il convient de rester vigilant, « certains des objectifs affichés et des mesures annoncées semblent marquer des avancées positives, mais

²⁸ Ce n'est pas moi qui souligne en gras.

²⁹ Il y a en effet une différence entre la stratégie du Pacte et les autres approches passées en revue plus haut qui tient à ce que celle-ci ne traite presque exclusivement que du « pilier environnemental » du développement durable.

³⁰ Le Pacte détaille évidemment ces propositions et la quatrième fait surtout référence à la démocratie participative. On peut juger qu'il est nécessaire de la développer (c'est mon cas), il reste que ça ne se fait pas par décret, encore faut-il que les citoyens veuillent participer.

tout dépendra de leur mise en œuvre concrète et des moyens alloués ». Etant loin de partager l'optimisme, même prudent, de la fondation Nicolas Hulot sur le Grenelle de l'environnement, je renvoie à la suite de ce texte pour des développements sur ce sujet ainsi qu'à mon bilan du Grenelle dans les *Cahiers français*³¹.

Il n'est pas sûr que le nombre de signataires ait été de nature à révéler une prise de conscience collective suffisamment forte. En effet, ils étaient 531 919 le 24 janvier 2007. Pourtant la médiatisation sur le Pacte écologique dans le débat pré-électoral a été particulièrement importante et Nicolas Hulot est devenu l'un des personnages préférés des Français dans les sondages de popularité. On peut aussi penser qu'une signature envoyée électroniquement n'est pas une démarche très coûteuse et à ce stade plus proche d'un soutien de principe que d'un engagement réellement contraignant. C'est encore une mesure de l'écart qu'il peut y avoir entre les déclarations d'intention telles qu'on peut en juger par les sondages sur les préoccupations des Français et les actes fussent-ils réduits à une simple signature. C'est aussi une nouvelle preuve, s'il en était encore besoin, de la faiblesse des forces sociales qui sont prêtes à s'engager sur les questions environnementales.

Les solutions pragmatiques : des forces sociales introuvables

Je regroupe ici des solutions qui ne sont pas spécialement portées par des groupes sociaux bien identifiables s'appuyant sur une analyse argumentée des évolutions en cours et qui généralement n'explicitent pas la question des forces sur lesquelles s'appuyer pour leur mise en œuvre. Du fait de l'absence de référence théorique permettant de donner une cohérence aux solutions présentées, elles prennent souvent la forme d'un catalogue de mesures peu articulées dont la simple addition est censée résoudre les problèmes posés.

Les mille petits gestes

Loin de l'action politique, ce que j'appelle la « stratégie des mille petits gestes » consiste à énumérer des listes infinies d'actions simples (éteindre les lumières quand on sort d'une pièce, ne pas laisser couler l'eau en se rasant,...) qui mises bout à bout nous mèneraient au but sur le modèle des petits ruisseaux qui, comme tout le monde le sait, font les grandes rivières. Elle fait les délices des médias télévisés, des publications pédagogiques comme *Le développement durable à petits pas*³², ou est au cœur des programmes de notre école primaire sur le développement durable. Ce qui montre d'ailleurs qu'il ne suffit pas de réclamer une éducation au développement durable. Encore faut-il en définir le contenu. On la retrouve encore dans *l'Atlas environnement*³³, où, après l'habituel constat des dérèglements de toute nature, figure au chapitre « solutions » une succession de dossiers sur des expériences pilotes ou des projets novateurs (les déchets à Saint Philbert, l'eau à New York, les écovilles en Chine...) dont rien ne dit qu'elles peuvent être généralisées ni comment elles pourraient l'être.

Cette solution est aussi souvent évoquée en rapport avec la responsabilité individuelle de chacun, comme dans ce courrier au *Nouvel Observateur*³⁴, où un lecteur, se désolant du jet des cigarettes ou des journaux sur les quais de gare, se demande si les décisions des dirigeants en matière d'environnement ne seraient pas « beaucoup plus faciles à prendre dans un pays où le

³¹ "Comment juger le Grenelle de l'environnement ?", *Cahiers français* n°374, Mai-Juin 2013.

³² Actes Sud Junior, 2006.

³³ Hors-série, *Le Monde diplomatique*, 2007.

³⁴ N° 2197 du 14 au 20 décembre 2006.

simple quidam ne tolérerait pas que son voisin oublie sa responsabilité individuelle dans ces simples gestes de la vie courante ? ».

Là encore, on ne peut que souhaiter que chacun se comporte de la meilleure manière possible, mais d'une part on doit bien constater que ce n'est pas toujours le cas et, d'autre part, il n'est pas sûr que cette stratégie soit la bonne. Sa mise en place repose en général sur l'information et la sensibilisation du public sur les conséquences de ses gestes et sur ceux qu'il devrait faire pour améliorer l'état de l'environnement. Ces campagnes d'information peuvent être ambitieuses, comme dans le Pacte écologique, ou plus modestes quant à ses moyens sinon quant aux objectifs visés. Elles ne semblent pas pour l'instant donner des résultats à la hauteur des enjeux. Nous sommes ici dans le domaine du nécessaire mais pas du tout du suffisant

Le Grenelle de l'environnement

On sait que le seul consensus existant est celui sur le constat des dégradations environnementales et l'urgence qu'il y a à changer les comportements. Sur les solutions concrètes, la confusion est grande comme on le voit dans ce texte et comme le montrait par exemple le journal *Métro* du 22 mai 2007, où, au lendemain de la réunion élyséenne prélude au Grenelle, cinq responsables associatifs énonçaient les mesures à prendre d'urgence. L'un mettait l'accent sur les outils institutionnels pour discuter, un autre plaidait pour l'isolation des logements, un troisième souhaitait imposer le bio dans les cantines et les deux derniers argumentaient respectivement pour l'arrêt de l'EPR et l'instauration d'une taxe carbone. Et dans le même journal, à la question posée aux lecteurs de la mesure prioritaire à prendre pour l'environnement (question par ailleurs peu pertinente, comme s'il y avait une seule mesure dont tout dépendrait), ceux-ci répondaient qui le ferrouillage, qui le développement des panneaux solaires, qui encore l'augmentation des poubelles et des toilettes publiques. Autrement dit, que ce soit le public ou les associations écologistes, personne n'est sur la même longueur d'onde quand on pose la question des politiques à mettre en œuvre. Dans ces conditions, le Grenelle de l'environnement risquait fort d'accoucher d'un compromis au plus petit dénominateur commun, chacun se satisfaisant de quelques mesures auxquelles il tient particulièrement sans qu'une cohérence d'ensemble s'en dégage, débouchant sur une « réussite » formelle, mais ne contenant en réalité aucune mesure porteuse de transformations profondes. C'est d'ailleurs la raison qui me fait mettre le Grenelle de l'environnement dans les solutions pragmatiques pour lesquelles les forces sociales sont introuvables. Ici, il y a bien des forces sociales (syndicats, Medef, Etat, ONG), mais il y en a trop pour qu'elles tirent toutes dans le même sens ; elles se contentent donc d'un consensus mou, le seul qui soit acceptable par toutes. Loin d'arriver à une « union sacrée » dépassant les intérêts partisans de chacun, situation au demeurant irréalisable, le trop plein débouche sur le presque vide.

De fait, on peut constater que le Grenelle est un catalogue de mesures très nombreuses, qualitatives et quantitatives, dont un certain nombre ne font, si elles sont mises en œuvre, que mettre la France en accord avec la législation européenne. Mais, d'une part rien ne dit que les moyens qui vont être nécessaires pour réaliser ce qui est programmé seront mobilisés (ce qui a été relevé par les associations écologistes qui sont pour l'instant dans l'attente vigilante), et, d'autre part, il n'y a pas vraiment de problématique générale, donnant du sens à ces mesures. On se contente d'ajouter ce qui est acceptable par tous se situant davantage dans une logique d'économies (moins d'émissions, moins de consommation énergétique,...) que de transformations profondes de comportements inadaptés.

Par exemple, une Contribution Climat Energie (CCE) a été discutée visant à augmenter progressivement et de façon concertée le prix de l'énergie pour inciter les acteurs à s'adapter au renchérissement inévitable de la facture énergétique. Si une telle mesure avait été décidée, elle aurait été un signal clair d'une véritable volonté de mettre en œuvre une politique économique énergétique cohérente avec les évolutions en cours. Bien évidemment, une modification de la fiscalité n'est ni simple ni sans conséquences. Mais c'est justement ce que l'on recherche, qu'il y ait des conséquences : en l'occurrence des comportements plus économies dans l'usage de l'énergie, du moins tant qu'elle repose majoritairement sur des ressources épuisables. Or sur ce sujet, le Grenelle a pris soin... de ne pas décider, laissant ouvertes deux options, soit d'affirmer le principe de cette création, soit de mettre en place un groupe de travail avant d'entériner le principe, laissant au président de la République le soin de trancher. Finalement, après des débats houleux et un premier échec sur la mise en place d'une taxe carbone, la CCE a vu le jour dans la loi sur l'énergie portée par Ségolène Royal. On peut cependant regretter que cette mesure ait été prise sans le débat public qui en aurait éclairé les enjeux et sans la réforme fiscale d'envergure qui lui aurait donné un sens.

Il ne s'agit pas de dire que ce qui a été décidé est nul et non avenu. Et puis il faut constater qu'une partie des mesures envisagées ne dépend pas de la souveraineté nationale, mais du bon vouloir de l'Union européenne et de l'OMC. Bien sûr, si les mesures proposées par le Grenelle de l'environnement étaient toutes mises en œuvre, ce serait un progrès considérable par rapport à la situation actuelle. Mais là encore on est plutôt dans le registre des mesures nécessaires (sous bénéfice d'inventaire) que des mesures suffisantes. La marche entre les deux est immense et la franchir ne sera pas gratuit.

C'est la dernière remarque que je voudrais faire sur ce Grenelle et qui me fait penser qu'on est davantage dans le discours que dans l'action. On répète à satiété que le développement durable est composé de trois piliers : l'environnement, l'économique et le social. Or, si le Grenelle de l'environnement s'est bien préoccupé des deux premiers, il a été particulièrement discret sur le troisième, qui n'est apparu que comme une contrainte minimum : ne pas pénaliser les ménages les plus modestes.

Or il sera difficile d'obtenir l'accord de la population quant aux transformations nécessaires si on ne dit pas combien ça coûte et qui va payer. Et les mesures fiscales qui ont été prises (bouclier fiscal, droits de succession), loin de réduire les inégalités de revenus les ont au contraire augmentées, amenant d'autant les marges de manœuvre pour faire accepter les coûts liés à des mesures environnementales réellement porteuses d'une modification du comportement des acteurs. Il faut le répéter avec force, le succès de la lutte contre (notamment) le réchauffement climatique ne sera pas gratuit et la raison fondamentale de notre immobilisme tient à notre perception (plus ou moins explicitée) que si nous en supportons les coûts aujourd'hui, nous n'en toucherons les bénéfices qu'après-demain.

On ne changera évidemment pas nos modes de production et de consommation tous seuls et rapidement, mais il importe de ne pas se laisser bercer d'illusions et de croire que nous avons pris la bonne voie alors que nous ne sommes que sur un chemin de traverse qui a toute les chances de se révéler une voie sans issue. Pour conjurer ce danger, il nous faudra nous engager le plus vite possible dans des changements profonds concernant la politique d'aménagement du territoire (urbanisation, modes de transport, logements, fiscalité...) qui ne se fassent pas au détriment des plus pauvres. Notamment en développant une plus grande résistance aux lobbies et en œuvrant à la construction d'une position française crédible au plan international, capable de se trouver des alliés et de convaincre sans arrogance.

Les solutions corporatistes : des forces sociales partisanes

Oui, nos modes de production et de consommation sont en bout de course et il faut les transformer. Oui, il existe dès aujourd’hui des solutions techniques pour produire plus et/ou mieux avec moins de déchets, d’énergie, etc.

Nous ne partirions pas de rien si nous voulions vraiment du développement durable et c'est ce qui rend les solutions corporatistes si attrayantes. Elles s'appuient sur du concret, et sur l'idée, à laquelle nous aimerions tant croire, que puisque depuis le début de la révolution industrielle nous avons réussi à déjouer les pronostics pessimistes annonçant des catastrophes prochaines, il n'y a pas de raison que les contraintes écologiques ne soient à leur tour dépassées, essentiellement grâce au progrès technique. C'est aussi ce qui fait que ces solutions sont avancées par des experts : ingénieurs, chefs d'entreprises, etc. qui s'appuient sur leurs compétences techniques d'inventeurs ou de gestionnaires pour leur donner du crédit.

Ce n'est pas d'ailleurs que ces solutions soient complètement dénuées d'intérêt, mais elles sont encore une fois d'abord du domaine du nécessaire (sous réserve d'inventaire sérieux, car on est vite soumis au risque technocratique) et pas du suffisant. Hélas !

La solution technologique

Elle est particulièrement bien représentée par *Trop de pétrole*³⁵, un livre proposant une stratégie de lutte contre le changement climatique pour la France. Ecrit par Henri Prévot, ingénieur général des Mines, il tranche agréablement sur la littérature habituelle sur ce thème en indiquant dès le départ que « pour sortir des discours impersonnels ou incantatoires, il ne suffit pas de décrire ce que l'« on » pourrait faire. Il faut préciser *qui* le fera, *qui* paiera et *qui* prendra les décisions ». Considérant à juste titre que si on veut lutter contre le changement climatique il faut savoir se passer de pétrole, il en déduit la nécessité d'une intervention de l'Etat. Ses propositions s'appuient sur une analyse très fouillée de la production et de la consommation d'énergie, des moyens techniques disponibles pour la produire et l'utiliser et de leurs coûts. Il en tire des scénarios se différenciant par un recours différent à la fiscalité, aux réglementations et aux incitations à économiser l'énergie fossile, et conduisant à la division par trois de nos émissions de gaz carbonique, pour un coût compris entre 1 et 1,5 % du PIB en 2030.

Cette division par trois s'obtient en stabilisant la consommation d'énergie, en utilisant fortement la biomasse et le nucléaire (au rythme d'une tranche EPR de plus par an). Les hypothèses faites semblent crédibles et les coûts indiqués sont certes supportables, mais malgré le maintien global de notre mode de vie, les propositions faites impliquent, comme l'indique Henri Prévot, « l'adhésion de la population, (...), non seulement pour accepter des implantations de centrales mais aussi pour accepter une hausse – modérée mais réelle – du prix de l'énergie et quelques réglementations contraignantes et coûteuses ». En résumé, il nous explique qu'il est possible à un coût acceptable et sans transformer nos comportements de limiter sérieusement nos émissions de gaz carbonique grâce à la technologie disponible et en continuant à l'améliorer.

Où est le problème ? A mon avis, l'approche proposée, pour séduisante qu'elle paraisse, soulève trois objections majeures. La première (et la plus fondamentale) c'est qu'elle a pour seul

³⁵ Seuil, 2007.

objectif la division par trois à l'horizon 2030 de nos émissions de gaz carbonique³⁶. C'est certes important et la France s'honorera de donner l'exemple d'un engagement réel dans la lutte contre le changement climatique, mais même si cet exemple était suivi, nous n'en serions pas pour autant sur la voie d'un développement durable au niveau de la planète. Ce n'est pas parce qu'il serait technologiquement possible de diviser par trois les émissions de gaz carbonique sur terre que notre mode de vie actuel pourrait être généralisé. L'accès à l'eau, l'épuisement des ressources halieutiques, la perte de biodiversité continueraient à se poser, pour ne prendre que ces trois exemples, et cela ne réglerait pas le problème, à mon avis essentiel, de la grande pauvreté de plus de la moitié de la population mondiale. La seconde tient à ce que les objecteurs de croissance nomment l'effet-rebond et qui implique une augmentation de la consommation grâce aux progrès technologiques. Ainsi, en isolant sa maison, on va diminuer sa facture énergétique et on peut acheter une seconde voiture ce qui, bien que chaque voiture émette aujourd'hui moins de CO₂ qu'il y a dix ans, conduira à une augmentation globale des émissions à cause de l'augmentation du parc automobile en service. De la même façon, le TGV a permis par sa vitesse de réduire les temps de parcours et a conduit à augmenter la distance et la fréquence des déplacements. D'une manière générale, des technologies plus efficaces incitent à augmenter la consommation surcompensant le gain d'efficacité par l'accroissement des quantités consommées. Enfin la troisième objection vient de ce qu'Henri Prévot ne répond pas vraiment à la question qu'il a lui-même posée dès la première page de son livre : qui paiera ? Les Français sans aucun doute, mais quelle part de la facture sera supportée par les 80 % des ménages qui gagnent moins de 3260 euros mensuels ? La solution qu'il nous propose n'est donc que très partielle et laisse beaucoup trop de problèmes en suspens pour qu'on puisse la tenir pour suffisante.

Ce type de solution est souvent porté par des ingénieurs³⁷ qui savent que la technique permet de repousser des contraintes mais qui ne s'interrogent pas assez sur son rôle dans l'évolution de la société. La question des forces sociales ne se pose pas puisque la société est par principe déjà suffisamment bien organisée pour mettre en œuvre les solutions proposées qui se soutiennent d'elles-mêmes, de par l'évidence de leur efficacité supposée et de par la compétence de ceux qui les avancent. Et si c'est le politique qui est interpellé comme devant être l'artisan des changements nécessaires, c'est moins en tant que représentant d'intérêts particuliers au service d'un choix de société qu'en tant que technicien neutre de l'harmonisation des rapports sociaux.

Le capitalisme vert

Dans la même logique générale que la précédente, le « capitalisme vert » repose sur l'idée de progrès technique, à quoi s'ajoute la croyance que l'intégration d'objectifs écologiques et sociaux va dans le sens de l'entreprise moderne. Loin donc d'être la cause des dérèglements auxquels nous assistons (comme le pensent ATTAC et tout le mouvement altermondialiste par exemple), le capitalisme, qui a montré par le passé sa capacité d'adaptation, est la solution de l'avenir, précisément grâce à cette faculté d'intégrer les contraintes nouvelles au fur et à mesure de leur apparition. Ce mouvement est donc porté essentiellement par une nouvelle génération de managers, préoccupés par la croissance à long terme de leurs entreprises, mais ayant aussi été marqués (c'est du moins ce qu'ils disent) par la vague verte des trente dernières années. Et comme preuve de la crédibilité de cette solution, Ralf Fücks, président de la Fondation Henrich

³⁶ Depuis la parution de ce livre, peu de choses ont été réalisées pour aller dans la direction qu'indiquait Henri Prévot. Continuer dans cette voie à partir d'aujourd'hui en visant le même objectif en 2030 semble impossible.

³⁷ Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean sont aussi dans cette logique.

Böll, cite dans *L'avenir du capitalisme*³⁸ les millions de pages de Google concernant le management d'entreprise ou les investissements compatibles avec le développement durable (« sustainable business » et « sustainable investment »). Certes, comme il l'indique plus loin, « c'est un scénario plutôt optimiste de ce qui est possible, au lieu de regarder la globalisation comme un destin soi-disant inévitable, comme un lapin pétrifié par le regard d'un serpent. Il est possible de jeter un pont entre le capitalisme et l'écologie et celui qui est le premier à s'engager sur cette voie aura en main les meilleures cartes sur le plan politique et économique ». Cependant, il n'est pas question de se « reposer et attendre que le capitalisme compatible avec le développement durable remporte sa lutte contre l'économie de pillage ». Réussir ce qu'il qualifie comme un pari ouvert suppose trois conditions : « Primo, un espace public critique qui peut faire pression sur la politique et les entreprises. Secundo, un cadre juridique écologique pour l'économie, (...), tertio, des accords globaux sur des standards minimaux pour la protection de la nature et des droits des travailleurs pour imposer des limites au dumping de la concurrence ».

Mais tout le monde n'a pas la prudence de Ralf Fücks et le mot d'ordre dominant des tenants du capitalisme vert semble bien être « Green is gold ». La protection de l'environnement devient en effet une source de profit sur des nouveaux marchés dont on ne perçoit pas toujours qu'ils ne peuvent perdurer que si nous continuons à polluer. Il est d'ailleurs symptomatique de voir de grandes multinationales comme Exxon, qui ont investi des millions de dollars pour nier la réalité du réchauffement climatique, devenir brusquement les champions de l'investissement vert ! On comprend bien l'intérêt des grandes industries à convaincre de leur foi environnementaliste, mais on peut être suspicieux sur la crédibilité de leur engagement.

Les négationnistes

Je ne peux pas terminer ce texte sur les solutions qui nous sont proposées sans dire un mot de ceux qui pensent qu'il n'y a même pas de problème. Du moins que les problèmes pour lesquels il faut faire quelque chose ne sont pas ceux du changement climatique et plus généralement les problèmes environnementaux qui sont aujourd'hui devenus objet de débats publics. En France, Claude Allègre est un des représentants de cette tendance, mais Bjørn Lomborg est sans doute son incarnation internationale la plus visible et je me contenterais ici de discuter ses thèses.

Ce statisticien danois est devenu célèbre après la parution en anglais de son livre *The Sceptical Environmentalist*³⁹, initialement publié en danois et qui est devenu un « best-seller mondial ». Son message est explicitement résumé à la dernière page de son livre : « Les enfants nés aujourd'hui [...] vivront plus longtemps et seront en meilleure santé ; ils seront mieux nourris, plus instruits, auront un niveau de vie plus élevé, plus de loisirs et bien plus de possibilités, sans pour autant que l'environnement de la planète soit détruit. Le monde est vraiment magnifique ». Autrement dit, il n'y a pas de sens à chercher un développement durable puisqu'il est en marche. Marx disait que l'homme ne se posait que les problèmes qu'il pouvait résoudre, Lomborg ajoute qu'il les résout toujours. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas de problèmes à régler, mais la priorité donnée aux questions environnementales, et tout particulièrement au changement climatique, est une erreur stratégique qui conduit à tenter de mettre en place des politiques environnementales coûteuses, alors que des investissements beaucoup moins importants permettraient de régler des problèmes beaucoup plus urgents. Dans un livre qu'il a édité en 2004⁴⁰, Lomborg réunit un panel d'économistes qui se livre à un classement des dix plus grands problèmes actuels où le

³⁸ Consultable sur www.etopia.be

³⁹ Presses Universitaires de Cambridge, 2001.

⁴⁰ *Global crises, global solutions*, Cambridge University Press, 2004.

changement climatique vient en neuvième position (devant l'immigration) quand les quatre premiers sont respectivement, la malnutrition, les maladies transmissibles, la corruption et l'accès à l'éducation. Il ne s'agit pas ici de contester l'importance de ces questions, qui peuvent d'ailleurs parfaitement s'intégrer dans le développement durable et ses trois piliers, mais d'expliquer les procédés rhétoriques (en m'appuyant sur un travail de Jean-Charles Hourcade et Venance Journé⁴¹) qui permettent à Lomborg de se présenter comme une caution scientifique. Pour une critique plus technique de ses thèses, je renvoie le lecteur intéressé à un travail de spécialistes danois, *Sceptical Questions and Sustainable Answers*, disponible sur www.ecocouncil.dk.

Un de ses procédés favoris est l'usage répété de l'adverbe *probablement*, placé incidemment entre chiffres, notes et références. Il sert selon les cas soit à « justifier » une assertion, soit à discréder une position non conforme à l'avis de l'auteur. Ainsi, après une critique du GIEC, au motif que les nombreux scénarios qu'il propose pour examiner les conséquences du réchauffement climatique ne sont pas assortis d'une probabilité, il en élit un comme étant *probablement* le plus vraisemblable, sans comprendre que c'est justement pour éviter de privilégier des scénarios par rapport à d'autres qu'ils n'ont pas été probabilisés. Le risque aurait en effet été de clore le débat démocratique autour des options possibles, qui sont loin d'être encore stabilisées. Plus discutable encore est l'usage par l'auteur de textes de statuts très différents : résultats scientifiques, opinions d'experts, articles de presse, qu'il présente sur le même plan à l'appui de son argumentation. Il accrédite ainsi l'idée que « toutes les paroles se valent » et que la science n'a, pas davantage que le sens commun, de légitimité à dire le vrai.

Un dernier point mérite un commentaire. C'est l'utilisation systématique par Lomborg de l'argument d'arbitrage entre alternatives s'excluant mutuellement. Par exemple, quand il explique page 535 de l'édition française, que « nous aurions tort de vouloir dépenser d'énormes sommes d'argent pour réduire une partie infime de l'élévation thermique totale alors que nous pourrions *probablement* (je rajoute ici cet adverbe qui n'a pas été traduit en français mais qui figure dans l'édition anglaise page 322) utiliser ces fonds de manière bien plus efficace dans les pays en voie de développement », un lecteur peu informé pourrait y voir un raisonnement classique d'économiste, comparant deux décisions possibles sur la base d'une analyse coûts-bénéfices. Mais il manque l'essentiel : l'évaluation, fondée sur une méthodologie précise, des coûts et des bénéfices des options en concurrence. Et quand, s'appuyant sur l'évaluation par la Banque Mondiale d'un taux moyen d'intérêt de 16 % dans les pays en développement, Lomborg avance que le coût d'une seule année de stabilisation des émissions de CO₂ rapporterait sur soixante ans deux fois le PIB mondial, disqualifiant ainsi toute velléité de prévention, il confond taux d'intérêt et taux de rentabilité. Car ces 16 % ne représentent pas la productivité d'un capital, mais tout au contraire, ils sont le signe de sa rareté et de l'existence d'une prime de risque, facteurs expliquant justement la faiblesse du développement de ces pays.

Conclusion

Au terme de ce passage en revue des différentes « solutions » qui nous sont proposées pour stopper les dégradations environnementales je voudrais insister sur le sens que j'ai voulu donner à cet exercice. Il tranche en effet avec celui qui consiste à proposer ses propres idées sur la manière de répondre aux problèmes que nous avons créés et on pourrait me reprocher de me contenter de critiquer les propositions des autres sans me risquer à avancer les miennes sur l'air bien connu de « la critique est facile mais l'art est difficile ».

⁴¹ "Monsieur Homais, les guides de montagne et le maître nageur", *Critique internationale*, vol. 18, 2003.

Comme je l'indiquais dans l'introduction de ce texte, mon souci premier était de vérifier que les forces sociales qui soutenaient des transformations susceptibles de modifier notre rapport à la nature dans le sens d'une moindre dégradation étaient insuffisantes pour réussir. La poursuite actuelle de ces dégradations, au premier rang desquelles se trouve le réchauffement climatique, et l'examen des solutions proposées et de ceux qui les promeuvent, confirme bien ce diagnostic. Il n'y aurait donc que peu de sens à ajouter ma voix à ces tentatives honorables mais inefficaces en proposant mes solutions. D'autant que je ne crois pas que ces solutions puissent exister indépendamment des objectifs que l'on se donne. Avant d'en proposer, il convient de comprendre pourquoi celles qui sont avancées sont si peu performantes et vers quoi nous voulons aller. Il ne suffit pas de dresser un catalogue d'orientations qui resteront trop souvent des vœux pieux si l'on ne cherche pas à comprendre pourquoi elles demeurent à l'état d'intentions. La lente montée de la prise de conscience (indéniable) risque d'être insuffisante pour que les trente prochaines années voient des avancées décisives. Le problème de timing est loin d'être négligeable, car ce sont les populations d'aujourd'hui qui doivent agir et donc supporter les coûts de ces actions. Elles ne le feront pas si elles ne voient pas des améliorations de leur situation aujourd'hui et pas dans trente ans. Pour les milliards d'individus qui sont encore proches du seuil de pauvreté, pour les classes moyennes qui voient l'avenir avec anxiété, cela passe d'abord par la réduction des inégalités de toutes natures et au premier rang de revenus et de patrimoines⁴². Les révoltes fiscales sont une illustration des résistances au changement sans sens⁴³ et ne pourront pas être désamorcées par de simples promesses.

Mais là aussi il ne suffira pas d'améliorer les revenus des milliards de laissés pour compte pour que la situation s'améliore. Qu'on pense à ce qui se passerait si cette demande nouvelle ne faisait que renforcer nos modes de production et de consommation actuels. Il faut donc d'abord se poser la question *politique* de la société que nous voulons. Ensuite l'économiste pourra donner son avis en tant que tel.

Gilles Rotillon, pour SES-ENS, le 18 novembre 2015.

⁴² Et là aussi le livre de Piketty ne suffira pas.

⁴³ Où au changement à la Lampedusa : « changer pour que rien ne change » comme le dit Tancrède dans *Le guépard*.